HAL
open science

L'Institut Français des Langues d'Erbil

Gérard H. Gautier

To cite this version:

Gérard H. Gautier. L'Institut Français des Langues d'Erbil. Passerelles - Revue d'Etudes Interculturelles, 2005, 14 (30), pp. 247-276. hal-00676289

HAL Id: hal-00676289

https://hal.science/hal-00676289v1

Submitted on 4 Mar 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'Institut Français des Langues d'Erbil

Cinq ans au Kurdistan d'Irak

Introduction

Passerelles m'avait demandé à l'origine de parler de l'Institut Français des Langues, à la fondation duquel j'ai contribué à Erbil en 2001.

Plutôt que de prendre l'IFL comme objet d'une description statique, comme n'importe quel centre d'enseignement des langues et d'activités culturelles, j'ai choisi une approche plus narrative, chronologique. J'ai pensé qu'ainsi le lecteur à la fin en saurait peut-être un peu moins sur l'Institut, mais davantage sur les conditions d'existence quotidienne dans la Région du Kurdistan d'Irak durant cette période, qui ont encore été assez peu présentées à l'extérieur de celle-ci.

Je crois que cette approche donnera en fait sa véritable dimension à l'Institut Français des Langues, en montrant à quel point il a démarré puis fonctionné dans un contexte inhabituel et difficile. Il fonctionne encore et j'espère qu'il survivra. Le simple fait que son équipe franco-kurde ait pu le mener jusqu'à aujourd'hui au travers de toutes les difficultés montre qu'il a des chances de continuer à exister...

Cet article se décompose donc en deux parties. Le début est une relation de mes "premiers pas" dans la région kurde, au cours de laquelle je tente de faire partager ce que pouvaient y être les problèmes de la vie quotidienne après le soulèvement kurde de 1991 et l'institution d'un Kurdistan indépendant de fait du régime de Baghdad. J'y raconte aussi comment j'ai été amené à proposer aux autorités locales la création d'un institut d'enseignement qui allait devenir l'IFL. Dans la seconde partie, je décris comment cet institut a démarré et quelles ont été et sont encore ses activités.

Première escarmouche

Cela semblera sans doute étrange, mais l'histoire de l'Institut Français des Langues d'Erbil a un peu commencé... au Japon. Le 30 août 1996, je venais de quitter Taiwan, où j'avais vécu six ans dont trois passés à enseigner le français langue étrangère, et je participais au Congrès de la Fédération Internationale des Professeurs de Français, qui se tenait cette année-là à Tokyo.

J'avais profité du congrès pour aller parler entre deux séances au représentant officiel de la France. "Je suis un ancien étudiant de kurde à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales", lui avais-je dit. Et j'aimerais bien aller travailler au Kurdistan d'Irak comme professeur de français. J'ai déjà pris contact avec les autorités locales...". Il m'avait écouté lui dire que la zone semblait à présent assez calme pour que je puisse envisager de m'y établir quelque temps, et m'avait assuré de son soutien.

Le soir même, j'apprenais par la télévision que l'un des deux partis politiques kurdes d'Irak avait fait appel à l'armée de Saddam Hussein pour chasser l'autre d'Erbil, la capitale de la Région du Kurdistan. C'était le chaos en ville. Les soldats ba'athistes en avaient profité pour arrêter des opposants du Conseil National Irakien... Le lendemain matin, le congrès se poursuivait et mon interlocuteur de la veille était toujours là, mais je n'ai pas osé retourner le voir... Ce n'était qu'une de mes premières escarmouches contre la complexité de la situation des Kurdes et du Kurdistan.

Mission préparatoire

Rentré en France, je trouvai un emploi à l'Association Française d'Astronomie, mais je n'avais pas abandonné pas mon idée d'aller au Kurdistan, et j'en parlai à divers amis: Kurdes vivant en France, anciens professeurs ou condisciples des "Langue'Zo" ou personnes intéressées comme moi par le Kurdistan. Plusieurs me conseillèrent alors de prendre contact avec la fondation créée par Danielle Mitterrand, France-Libertés. Cette ONG, présente au Kurdistan, serait peut-être intéressée par mon apport et accepterait

alors de me soutenir. J'envoyai donc une lettre, accompagnée d'un CV, à France-Libertés. La réponse que je reçus fut d'abord toute administrative: la Fondation n'avait pour l'instant besoin de personne. La personne qui avait ouvert ma lettre, y ayant trouvé un CV, l'avait prise pour une demande d'embauche ! Je dissipai rapidement le malentendu d'un coup de téléphone au responsable Moyen-Orient de la Fondation: je ne cherchais pas un emploi, mais souhaitais me porter volontaire pour me rendre au Kurdistan. Le CV n'était là que pour permettre à l'ONG de savoir si je pouvais ou non y être utile. Il me proposa alors de lui rendre visite.

Rapidement, France-Libertés proposa de me soutenir pour une visite d'évaluation au cours de laquelle je pourrais voir par moi-même la situation sur le terrain, prendre des contacts locaux et préparer un avant-projet dans le domaine de l'éducation. Celui-ci serait ensuite travaillé en commun à Paris afin d'être soumis par la Fondation à la Commission Européenne.

Après discussion avec mon employeur sur le moment où je pourrais prendre mes vacances, la mission préparatoire fut fixée pour octobre 1997.

Les chemins du Kurdistan

Lorsque j'entamai mon voyage, le Kurdistan d'Irak était presque totalement enclavé. L'Irak avait été placé sous embargo après la guerre de 1991, et malgré leurs protestations, la région que les Kurdes avaient par un soulèvement généralisé soustraite au contrôle du régime de Baghdad, puis, grâce à l'exclusion aérienne imposée par les alliés, conservée jusqu'à ce moment, avait elle aussi été placés sous embargo par les Nations-Unies.

Les Kurdes ne devaient d'ailleurs pas cesser de s'en plaindre durant ma mission: le paradoxe était complet : cette "zone de sécurité" était protégée contre les attaques de l'armée irakienne par des patrouilles aériennes, d'abord franco-anglo-américaines, puis (au retrait de la France, pourtant à l'origine de la décision concernée de l'ONU) anglo-américaines, décollant de la base turque d'Incirlik. Mais, étant formellement territoire irakien, elle était simultanément soumise à l'embargo comme si elle avait encore été contrôlée par Saddam !

Au sud, le régime de Baghdad n'autorisait pas les étrangers à se rendre au Kurdistan – et surtout pas ceux travaillant dans des organisations non gouvernementales (ONG). Il avait publié un "livre blanc" qui imposait aux ONG internationales désirant travailler légalement dans cette zone une série de conditions qui revenait à leur demander de choisir entre travailler dans la zone kurde ou dans le reste du pays. Par exemple le gouvernement irakien devait donner son accord à l'embauche par l'ONG de tout citoyen irakien.. Les Kurdes étaient évidemment très opposés à cette disposition, qui revenait à accepter au Kurdistan des espions d'un régime qui continuait à les menacer et à organiser régulièrement sur leur territoire des attentats meurtriers visant le plus souvent des civils (bazars des grandes villes kurdes, restaurants etc).

Comme la plupart des ONG travaillant au Kurdistan, France-Libertés, ayant refusé les conditions imposées par le livre blanc, était devenu une organisation illégale en Irak, dont les membres devaient entrer dans le pays par la frontière nord, puisque la voie de Baghdad leur était à présent fermée.

Quand, en 1994, la Turquie, alors en pleine guerre contre ses propres Kurdes, ferma à son tour sa frontière, il devint encore un peu plus difficile de se rendre au Kurdistan d'Irak. Au moment de mon premier voyage, en 1997 – et ce devait demeurer vrai jusqu'à la chute du régime de Baghdad – le seul chemin vraiment praticable était la Syrie, plus précisément l'extrémité en pointe de la région dite du "bec de canard" de la Djéziré, au bout de laquelle on passait en Irak en traversant le fleuve Tigre en barque: de l'autre côté s'étendait la zone Kurde libérée.

Du côté irakien, cette traversée du Tigre, fleuve large semé d'îles, serpentant dans un lit trop grand pour lui au milieu de collines en peau de panthère, aboutissait au lieu-dit de Faysh-Khabour, ou Pêsh-Khabour, où les *peshmerga* Kurdes tenaient un petit bureau d'"immigration".

Ce passage était toléré par les autorités syriennes mais n'avait rien d'officiel. Durant quatre des cinq années que j'ai passées au Kurdistan d'Irak, mon passeport (comme celui de la plupart des volontaires ou représentants d'ONG travaillant au Kurdistan) n'a porté aucun tampon faisant état de mon passage. Il fallait franchir la frontière à une heure et demie de voiture à l'est de la ville de Qamishli, une ville elle-même partagée en deux par la frontière Turco-Syrienne, Qamishli la syrienne au sud et Nusaybin la turque au nord. Les deux côtés de la frontière étaient bien sur ethniquement kurdes.

Premier séjour

Sur la petite barque à moteur traversant le Tigre, où j'étais seul avec mes sacs et le pilote, un homme âgé, je regardais avidement la rive irakienne, tout en me disant qu'il aurait été particulièrement stupide de ma part de tomber de la barque! Ce passage constituait un véritable goulet d'étranglement, puisqu'à six kilomètres au nord se trouvait l'armée turque, qui maintenait depuis 1991 une présence dans la région, officiellement pour y contrer d'éventuelles actions du Parti des Travailleurs du Kurdistan (le PKK, parti des Kurdes de Turquie), et à moins de quatre kilomètres au sud, se trouvaient les lignes irakiennes, établies à cet endroit après leur évacuation de Duhok en 1991 face à un contingent US.

Et puis j'avais appris la veille de mon départ de Paris que l'armée turque venait juste d'envoyer trente-mille hommes à Pêsh-Khabour ! Je n'avais aucune idée de ce que cela signifiait pour ma sécurité, la Fondation France-Libertés étant considérée comme une organisation terroriste par la Turquie en raison de ses liens privilégiés avec les Kurdes. Mais à Paris, aussi bien le responsable Moyen-Orient de la Fondation que le représentant du Parti Démocratique du Kurdistan m'avait assuré qu'il n'y aurait aucun problème[1].

Par la suite, quand je me fus établi à Erbil, je devais souvent repenser à ce moment. Les personnels des ONG savaient que si les Syriens fermaient le passage de Pêsh-Khabour, où bien si fantaisie prenait aux Turcs ou aux Irakiens d'avancer, la seule voie d'évacuation serait l'Iran... Nous préférions ne pas trop y penser, mais je me sentais en général plutôt mieux à Sulémani, dans une zone montagneuse retirée de la ligne de front et séparée de la frontière iranienne seulement par la région de Penjwin, qu'à Erbil, ville de plaine en plein centre de la Région du Kurdistan, mais à l'extrême bord de sa région libérée, et à trois quarts d'heure de tank à peine des lignes de l'armée irakienne...

L'attente à Qamishli

Il m'avait fallu dix-sept jours pour arriver sur cette barque : c'était le temps qu'avait duré mon attente à Qamishli, où j'étais arrivé de Damas par bus de nuit. L'autorisation de passage était théoriquement acquise, mais... seulement à Damas, semblait-il. Encore fallait-il qu'elle arrive à la frontière !

Durant ces dix-sept jours d'attente, j'allais chaque jour prendre les nouvelles, et... le thé dans les bureaux de représentation des deux partis Kurdes, alternativement, pour ne vexer personne : si le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) dirigé par Massoud Barzani tenait la zone immédiatement de l'autre côté du Tigre, c'était l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK), dont le leader était Jalal Talabani, qui avait demandé mon passage aux autorités syriennes, et c'était aussi sur le territoire tenu par l'UPK qu'était installée l'équipe principale de France-Libertés, à Koy Sandjak, appelée Koya par les Kurdes.

Qamishli... Une ville presque totalement kurde pour sa population, mais habillée en arabe, des maisons aux toits plats, un bazar dont la section bijouterie appartenait à des Arméniens parfois francophones (un ex-sorbonnard Arménien m'avait adressé la parole en français au moment où je m'y attendais le moins), des Arabes dans leurs habits flottants traditionnels, des échoppes à thé (*chaykhana*), de la poussière.

Pas vraiment d'habits Kurdes, avec les pantalons bouffants caractéristiques, les *chalwar*s, et les couvre-chefs rappelant des turbans, les *djamadanis*, mais en surface, une petite ville syrienne, avec le drapeau du pays - toujours accolé à celui du parti Ba'ath, que j'ai longtemps cru être celui de la Palestine – et à tous les coins de rue, les innombrables portraits de Hafez Al-Assad, les slogans en arabe... Mais, même si le dialecte local était le Kurde du nord, *Kurmandji*, on comprenait dans les échoppes mon (mauvais) *Sorani*, le dialecte du Sud. Je passais mes journées à regarder la télévision (Disney en turc !), à me promener dans le bazar, parfois à parler kurde avec les restaurateurs... Tout le monde devait bien savoir où je voulais aller. C'était mon premier voyage en Syrie. Je ne connaissais pas suffisament la situation locale, et j'étais angoissé à l'idée d'avoir des ennuis avec les services de sécurité syriens, la *Mukhabarat* (j'ignorais à l'époque que ce n'était qu'un des trois principaux "services"). Mais Qamishli était plutôt calme en 1997, entre les violences passées et celles qui se produiraient en 2003, après l'arrivée des Américains en Irak.

Arrivé à la gare routière, j'avais demandé comme on m'avait dit de le faire les "démocrates" au premier chauffeur de taxi qui m'avait abordé à la descente du bus de Damas. Tout le monde semblait savoir où se trouvait le siège de chacun des deux partis Kurdes. J'avais l'impression, en Syrie, d'être au bord du rivage

[1] - En effet, les soldats turcs demeuraient hors des villes et n'avaient pas établi de points de contrôle sur les grandes routes où je me déplaçais.

d'un océan immense juste de l'autre côté de la frontière irakienne, le Kurdistan d'Irak. Mais personne ne disait "d'Irak", à Qamishli. Les habitants étaient tous Kurdes. Ils disaient : le Kurdistan – tout court. La sensation était extraordinaire. Je me disais que j'y étais déjà – mais qu'il ne fallait pas le dire trop fort. Il devait y avoir une ligne rouge à ne pas franchir. J'avais changé d'hôtel, non à cause du prix, mais parce que le personnel était clairement trop là pour raconter ce que je faisais aux soldats syriens qui jouaient aux cartes dans le couloir en face de ma chambre... Je savais que ça ne servait à rien, mais je me sentais mieux dans cet autre hôtel, au coeur du bazar, tenu par des Kurdes... Une fois, un client arabe qui m'avait offert le thé dans une *chaykhana*, et qui parlait un peu anglais, comme je ne parlais visiblement pas arabe, m'avait lancé : "C'est un pays arabe ici, il faut parler arabe."

L'archétype du voyage au Kurdistan

A Qamishli en Syrie en 1999, je retrouvais cette sensation, si familière pour l'avoir vécue de nombreuses fois au Kurdistan de Turquie dans les années 80 : celle de m'éloigner de tout (le Kurdistan était toujours la partie la plus lointaine de tout pays où l'on pouvait se trouver), de devoir parler bas, de faire attention à qui je m'adressais dans cette langue mal vue, voire interdite. On quittait l'Europe, on passait par une capitale ou de grandes villes souvent encore assez occidentalisées : Istambul (où lors de l'existence de la Yougoslavie, j'étais de nombreuses fois venu en train), Ankara, et à présent Damas. Puis on entrait dans les montagnes, la police et l'armée devenaient des angoisses du quotidien, les éclairages le long des routes se faisaient rares, les routes se remplissaient de nids de poules[2]... Je me remémorais ces convois militaires que mon minibus avait parfois croisés dans les chemins de montagne du Kurdistan de Turquie. Chacun autour de moi devenait alors silencieux, tous mes voisins regardaient droit devant eux. Des moments éternels, comme sur une autre planète. Les conversations reprenaient ensuite, la tension semblait se dissoudre, la Terre tournait de nouveau...

Je me demandais, éternellement, est-ce que les Kurdes qui rentrent chez eux en traversant ces terres, ennemies ou occupées, éprouvent les mêmes sentiments que moi ? Ces angoisses communes rapprochaient l'étranger que j'étais et ses hôtes Kurdes. Dans les montagnes la nuit, que de conversations...

Durant mon attente à Qamishli, je m'étais instantanément retrouvé dix ans auparavant – c'était un peu comme si j'étais revenu d'un long exil - dans ces mêmes sensations d'angoisse et d'incertitude mêlées - d'excitation aussi - buvant dans les *tchaykhana* le thé fort et sucré dans les mêmes petits verres ronds utilisés à quelques kilomètres au nord, en Turquie.

Plus tard, quand, après des années de résidence, je me sentirai "chez moi" au Kurdistan, je conserverai encore ces angoisses du chemin nécessaire pour m'y rendre où le quitter. Mais j'aurai pour ainsi dire appris à exister dans l'hostilité latente de la route, heureux de ma chance de pouvoir terminer le voyage, soit pour rentrer au Kurdistan, soit pour redevenir un Français parmi d'autres... J'aurai toujours un peu honte de ce que mes amis Kurdes, eux, ne pourront pas devenir dans ses parages ou leur propre pays, des gens "comme les autres".

La Région Kurde

De l'autre côté, descendu de la barque, je me trouvai dans une ambiance incroyablement différente. Une troupe de *peshmerga* armés m'attendait avec deux véhicules tout-terrain frappés de l'arbre symétrique de France-Libertés. A leur tête, "Kak" (grand frère) Qadir me remit le "handset", le walkie-talkie qui me permettrait de communiquer avec les gens du bureau de France-Libertés à Erbil et à Koya. Plus de police, de *mukhabarat*, ou d'armée, syrienne, turque ou même irakienne. J'étais à présent un expatrié de France-Libertés, et j'étais en territoire ami, au Kurdistan. Une fois remplies les formalités d'entrée, nous partions en convoi vers Erbil.

Après cinq ans dans cette région, je me rappelle encore mes réactions à mes premiers quinze jours au Kurdistan (la mission d'un mois s'était réduite comme peau de chagrin avec ces dix-sept jours perdus à attendre à Qamishli...), la découverte que tout ce qu'on prenait comme allant de soi, l'eau dans les maisons,

---

[2] - Si la route partant du point de passage côté irakien, improvisée par les autorités kurdes depuis l'établissement de celui-ci, correspondait bien à l'archétype, je fus d'autant plus surpris de la bonne qualité de la quasi-autoroute que la voiture rejoignit ensuite, menant du poste-frontière d'Ibrahim-Khalil avec la Turquie à Duhok, puis de la relative bonne qualité de celle manant de Duhok à Erbil...

l'électricité même dans les quartiers des villes, n'était en fait pas acquis...

J'appris à Erbil que c'était précisément le jour où j'avais franchi le fleuve qu'avaient repris les affrontements meurtriers entre les deux partis kurdes d'Irak, et que le territoire était plus que jamais coupé en deux parties à la limite desquelles on se tirait dessus, parfois à l'arme lourde. Franchir cette nouvelle frontière pour gagner Koya n'allait pas non plus de soi – on me mit dans une voiture des Nations Unies (l'UNICEF je crois) dont, lorsqu'un mortier proche se fit entendre, le chauffeur mit son gilet pare-balles beaucoup plus vite que je n'avais jamais vu personne le faire (il faut dire que j'étais assez neuf à ces événements).

Ce séjour trop court me permit tout de même, avec le soutien logistique de la mission France-Libertés, de prendre contact avec deux des trois universités du Kurdistan libre, et de partager quelques jours la vie des trois Français de Koya, une ville prise et reprise à tour de rôle par les deux partis Kurdes, mais que la mission France-Libertés n'avait jamais pour autant évacuée, même quand les tirs trop proches réveillaient les "expats" la nuit. Aujourd'hui, la ville doit au travail de cette équipe une bonne partie de son réseau électrique, de son adduction d'eau, des bâtiments de son Institut technique et de plusieurs écoles. Certains des chantiers dans des localités proches de Koya se trouvaient quasiment en vue des lignes irakiennes.

La situation paradoxale du Kurdistan d'Irak

Vu l'étrange trajet qu'il fallait emprunter, les étrangers se rendant au Kurdistan d'Irak n'étaient pas bien nombreux, et les rares qui faisaient le déplacement ne tardaient pas à se rendre compte que ce territoire était dans une situation pour le moins paradoxale. J'ai déjà parlé de l'embargo. Mais il y avait plus: bien que protégé de l'armée irakienne par une résolution de l'ONU, le Kurdistan d'Irak ne jouissait pour autant d'aucune reconnaissance internationale. Dirigé (avant les affrontements entre les deux partis kurdes) par un gouvernement unique élu lors d'une consultation contrôlée par des observateurs internationaux, il n'avait quasiment aucun lien diplomatique officiel. Habité par une population qu'il convenait officiellement de protéger, il ne recevait aucune aide au développement, aucun investissement, et ne pouvait de fait disposer de ses richesses naturelles, notamment le pétrole, puisqu'il ne disposait pas de la personnalité juridique internationale qui lui aurait permis de négocier des contrats. Au-delà de l'humanitaire, avait-on oublié de penser au politique?

Ainsi, beaucoup des étudiants que je rencontrai lors de ma mission voulaient aller étudier à l'étranger. Mais beaucoup n'avaient pas de passeports : ceux-ci étaient délivrés par le "régime" comme on appelait au Kurdistan le gouvernement ba'aathiste de Baghdad. Evidemment, se rendre à Baghdad pour demander un passeport irakien, c'était risquer sa vie, surtout si on était membre d'un parti politique kurde. Le régime avait également publié en 1994 un décret condamnant à mort tout citoyen irakien travaillant pour une ONG illégale: elles étaient toutes accusées d'espionnage[1].

Ainsi les Kurdes étaient-ils sans doute officiellement protégés de la dictature par les Nations-Unies (en fait par les Anglo-Américains), mais ils ne pouvaient pas voyager hors de leur Région. Ou alors avec des passeports maquillés, ce qui les mettait en danger dans de nombreux pays d'être expulsés... vers la zone contrôlée par Baghdad, où la mort pouvait les attendre. Les Kurdes étaient-ils donc des "sous-citoyens du monde"?

Un autre des à-côtés de cette non-reconnaissance et de la relative hostilité de la Turquie était l'isolement postal. Jusqu'à ce que Internet arrive dans la Région en 2001, les liens avec l'extérieurs étaient rendus singulièrement difficiles au quotidien, ce qui augmentait la sensation d'isolement[3]. Il existait bien une boîte postale à la frontière turque, mais elle était réputée peu fiable et on évitait de l'utiliser pour des documents importants ou "sensibles" (c'est-à-dire entre autres des textes risquant de contenir le mot "Kurdistan"). A ma connaissance, un lien postal international "normal" n'a pas encore été rétabli au Kurdistan à l'heure où

---

[1] - Le régime récompensait aussi l'exécution des "espions étrangers" eux-mêmes par une prime de plusieurs milliers de dollars. C'était certainement une somme fabuleuse pour un Irak sous embargo où un professeur de lycée en gagnait 20 par mois, mais jamais en cinq ans je n'ai eu la moindre inquiétude qu'un Kurde ne me livre. Ma seule inquiétude quand je prenais un taxi que je ne connaissais pas était de réussir à lui faire accepter mon argent quand il verrait que j'étais étranger. Je n'ai jamais non plus pu me résoudre à mentir, et pourtant, j'étais souvent pris pour un Iranien – c'est-à-dire un Kurde d'Iran.

[3] - Les Nations Unies, en 1999 seules détentrices d'un système de communication électronique, laissaient au début les ONG utiliser leur connexion Internet à Erbil. Peu après mon arrivée au Kurdistan, elles fermèrent en trois jours tous les comptes des ONG sur simple demande du gouvernement de Baghdad, laissant celles-ci sans aucun lien Internet...

j'écris ces lignes.

L'embargo de la Région Kurde était déjà paradoxal politiquement. Mais il l'était encore plus dans son application, parce que le fait même que les Kurdes y soient soumis et la situation économique catastrophique qui en résultait les obligeait à passer des arrangements avec leurs voisins – y compris Baghdad. Comme je m'en rendis compte à mon passage près des postes frontières du nord, encombrés de queues de plusieurs dizaines de kilomètres de camions-citernes, les Kurdes d'Irak (on serait tenté d'écrire "comme d'habitude" tant cela tient de l'archétype) équilibraient leur budget par la contrebande: le Kurdistan d'Irak était devenu le principal chemin de passage pour le pétrole exporté de Mossoul vers la Turquie en contravention avec l'embargo. Ainsi la logique de l'embargo et l'enclavement dans un contexte régional hostile contraignaient-ils les Kurdes à conserver des liens mutuellement profitables avec leur ancien oppresseur, qui continuait en parallèle à les menacer et parfois à organiser des attentats dans la Région libérée. Et en fait d'embargo, le pétrole passait au vu et au su de tous.

Les relations avec la Commission Européenne

Une fois rentré en France, je me mis à rédiger en-dehors de mon temps de travail et avec l'aide de France-Libertés un projet de soutien aux universités kurdes, qui fut ensuite soumis à la Direction générale du développement de la Commission européenne.

Bien que déclaré conforme par la commission d'acceptation, le projet cessa ensuite d'avancer dans le dédale européen... Son examen traînait et traînait encore... La Commission était fort occupée, embringuée à l'époque dans les diverses accusations de mauvaise gestion voire de corruption qui allaient mener à sa démission collective. Personne, semblait-il, n'avait le temps de lire les projets des ONG.. J'ai appris à ce moment qu'il y avait plus de 80 dossiers en retard. Après avoir consulté France-Libertés et l'Institut Kurde sur l'opportunité d'une telle décision, je réitérai auprès des représentants des deux partis à Paris ma proposition de travailler comme enseignant pour deux universités Kurdes. Ayant reçu une réponse positive des deux universités concernées, je démissionnai de mon nouvel emploi et repartis pour le Kurdistan en mai 1999.

J'eus le temps d'y passer quatre mois (durant lesquels je commençai effectivement à enseigner le français) et de revenir en France pour la fin de l'été avant que la Commission Européenne ne nous propose une réunion à Bruxelles. Malgré l'orientation explicite du projet vers l'aide aux universités locales, le commissaire qui dirigeait la réunion nous soupçonnait clairement de vouloir lancer en fait un centre d'enseignement du français, ce pour quoi la Commission ne pouvait pas dégager de fonds. Nous avons fait la réunion en anglais, puis il nous a été dit clairement : "Envoyez-nous un document écrit reprenant exactement l'orientation dont vous nous avez fait part oralement aujourd'hui. Le projet passera, mais il faut que le document soit dans nos bureaux d'ici mercredi prochain."

Nous étions un vendredi. Rentrés à Paris, nous avons rédigé et envoyé dans les délais le document demandé de trois manières différentes : par courrier électronique, par courrier recommandé et par fax. Le projet est apparu sur un des sites web de la Commission sur la liste des projets acceptés.

C'est au Kurdistan, six mois plus tard, que j'appris par un courriel de cinq lignes le refus de la Commission : je ne saurais en citer à présent les termes exacts, mais ce qui ressortait du courriel était que le projet constituait une tentative pour faire subventionner par la Commission des universités locales, ce qui ne pouvait être considéré comme du développement. Plus tard, lorsque France Libertés protesta contre la manière dont cette décision avait été prise, une autre raison invoquée pour le refus fut que le document que l'on nous avait demandé était parvenu hors délais. Sur le site web, le projet de soutien aux universités kurdes disparut de la liste. A ce jour, je ne sais toujours pas les raisons de cette volte-face, même si j'ai bien quelques soupçons.

Entre temps, depuis mai 1999, j'étais devenu professeur de français langue étrangère à Erbil, puis à Sulémani. Devant l'impossibilité de prendre contact directement avec l'ambassade de France en Irak, j'avais eu l'honnêteté (peut-être devrais-je dire la naïveté) de prévenir de mon "intention d'établir ma résidence au Kurdistan d'Irak" le Ministère des affaires étrangères. Quelques semaines après mon départ de France, un fonctionnaire du Ministère appela France-Libertés (organisation que j'avais spécifiée comme étant mon point de contact, bien que je ne travaille pas formellement pour elle, mais pour les autorités kurdes). Il informa la responsable du Moyen-Orient que le gouvernement irakien avait "protesté de mon entrée illégale sur le territoire" (je dois dire qu'en effet je n'avais pas cherché à obtenir de visa du gouvernement de Baghdad, me

doutant de ce que serait sa réponse). Puis il demanda que je me “rende à Baghdad pour régulariser ma situation”. France-Libertés m’informa de cette demande par téléphone, et je dois dire que je n’en crus pas mes oreilles. N’ayant aucune certitude sur mon sort si je me rendais dans le sud du pays, j’ignorai cette demande avec constance jusqu’à la chute du régime en 2003. Elle ne fut d’ailleurs pas réitérée.

La première équipe Franco-Kurde

A la Faculté de lettres d’Erbil, dont je dépendais, il y avait un Département d’anglais, et c’est là que se trouvait le seul enseignement de français de l’université. Comme dans tout l’Irak, le français était la seconde langue du Département d’anglais. Les Kurdes avaient hérité de cette organisation en 1991 lorsqu’ils avaient pris le contrôle des universités. A Sulémani, comme j’allais bientôt le découvrir, ils avaient pu *grosso modo* la maintenir, mais à Erbil, par manque de professeurs de français (la plupart étaient des Irakiens arabes qui avaient quitté le Kurdistan après 1991), cette langue n’était plus enseignée que durant les deux premières années d’un cycle qui en comptait quatre.

En octobre 1997, lors de ma première visite, j’avais pu rencontrer quasiment tous les enseignants francophones de l’université, lors d’une grande réunion organisée par celle-ci. Quasiment, ai-je écrit. En effet. Lors de mon retour “définitif” de mai 1999, je découvris l’existance de la seule personne qui n’avait pas été invitée à cette réunion de 1997, Hanna. Malgré son poste officiel de “traductrice”, Hanna était la seule enseignante de français en exercice de toute l’université ! Après avoir obtenu une licence de français à Baghdad, elle avait enseigné le français à Erbil durant près de dix ans sans interruption, et c’est avec elle que j’allais collaborer durant les années à venir. Je fus surpris par l’excellent français que parlait cette enseignante qui n’avait jamais visité la France ni même quitté l’Irak.

J’allai assister à l’un de ses cours. Le manuel utilisé était le *Maugé*, un livre datant de 1954, aussi orienté vers la grammaire et peu vivant qu’il était possible ! Je n’avais encore jamais vu personne donner un cours aussi “communicatif” avec un tel livre : c’était réellement impressionnant. Dès l’été, avec l’aide d’une ONG française présente sur place, DIA, nous avons organisé tous les deux des sessions de français qui, devant l’inadaptation des locaux, furent donnés dans le jardin de la Faculté. Nous avons donné beaucoup de cours de français depuis au Kurdistan, mais ces classes faites dehors ensemble sur l’herbe à l’ombre d’un bâtiment, au cours de l’été 1999, avec les étudiants installés sur des chaises disposées en cercle, sans aucun moyen audiovisuel, demeurent un de mes meilleurs souvenirs.

C’est à cette époque qu’un ami d’Erbil, ancien ministre du gouvernement uni de la Région du Kurdistan, obtint pour moi une audience auprès du Président de la Région Kurde, Massoud Barzani, puis du Vice Premier-ministre du gouvernement PDK, Sami Abdul-Rahman. C’est lors de la seconde de ces audiences que Sami Abdul-Rahman mentionna pour la première fois le manque d’institutions enseignant les langues dans la Région, malgré l’existence des universités, et le besoin qu’il y aurait à créer un institut ou un centre linguistique. “La Région en avait, dit-il, cruellement besoin.”[4]

Diyarbakir - Duhok – Erbil – Sulémani – Sanandaj : L’“éclipse kurde” d’août 1999

C’est aussi dans le jardin de la Faculté que fut organisé le groupe d’observation de l’éclipse totale de soleil du 11 août 1999.

Cette éclipse était remarquable. Contrairement à une éclipse de lune, qui peut être observée depuis toute la partie de l’hémisphère terrestre faisant face à notre satellite, une éclipse de soleil n’est totale qu’observée depuis une toute petite zone, celle où se projette l’ombre de la lune, et cette zone se déplace si rapidement en un mouvement apparent dû à la composition du mouvement de la Lune et de la rotation de la Terre, que l’éclipse n’est que rarement totale plus d’une ou deux minutes en un point donné.

Or cette éclipse d’août 1999 devait être totale près de deux minutes – un temps exceptionnellement long - et serait successivement visible *tout le long du Kurdistan*. La zone de totalité, se déplaçant du Nord-Ouest au Sud-Est, passerait successivement à Diyarbakir, au Kurdistan de Turquie, à Duhok et Erbil, dans la zone KDP du Kurdistan d’Irak, à Sulaymani, dans la partie tenue par l’UPK, puis à Sanandaj, au Kurdistan d’Iran. C’était véritablement l’éclipse Kurde du siècle.

---

[4] - La première audience avait été elle aussi marquée par la linguistique, puisqu’à ma grande surprise, le président Massoud Barzani avait montré un grand intérêt pour la langue chinoise et mes connaissances en la matière!

J'avais été informé de ce phénomène bien à l'avance par mes amis de l'Association Française d'Astronomie, et je leur avais demandé de me donner un certain nombre de lunettes de mylar permettant de regarder le soleil en face et donc d'observer sans danger l'éclipse. Il y en avait 1500. J'avais pu faire franchir le Tigre à cette étrange cargaison, qui tenait dans un sac en plastique, sans trop de problèmes: il m'avait suffi d'en offrir quelques-unes aux gardes-frontière syriens trop curieux[2].

L'observation de l'éclipse, dans un ciel totalement pur de nuages, fut un moment magique pour la vingtaine de personnes que nous avions réunies dans les jardins de la Faculté des lettres. Nous avions écumé le bazar pour acheter des verres de masques de soudeur : le bruit s'étant répandu que je distribuais des lunettes (j'en avait donné environ 500 par grande ville, dont une part aux départements scientifiques des universités), la plupart des dirigeants politiques m'en avaient fait demander, si bien que je n'en avais plus assez pour notre petit groupe !

A Erbil, quelques expatriés d'ONG françaises, un Français de l'UNESCO et une bonne partie de nos étudiants étaient présents. Nous avons su plus tard qu'au même moment il y avait un groupe d'une centaine d'observateurs sur le toit du centre culturel de DIA à Sulémani, et que les jeunes du centre DIA à Duhok parcouraient les rues désertées de leur ville (beaucoup de gens étaient rentrés chez eux et avaient tiré les rideaux, par peur que le phénomène ne fût dangereux) en filmant en vidéo, lunettes mylar sur le nez. A Erbil, la température descendit lorsque la couronne solaire apparut, en même temps que les étoiles les plus brillantes, en plein après-midi. Il y avait aussi quelques journalistes de la presse kurde, et des articles parurent sur l'éclipse le lendemain.

Pour moi, ce phénomène astronomique qui "prenait" dans sa plus grande longueur la zone de peuplement kurde devenait surtout, par son observation simultanée en divers points du territoire, un symbole de l'unité possible du Kurdistan – j'aurais souhaité que notamment les dirigeants des deux parties séparées du Kurdistan d'Irak en perçoivent le message...

Quelques jours plus tard, fin août, je repartais vers la France, prévoyant de revenir à Erbil pour la rentrée universitaire, au mois d'octobre suivant.

Faux retour à Erbil

Hélas, jamais nous n'avons vraiment réussi au cours de toutes ces années à conjurer totalement le mauvais sort des voyages entre Europe et Kurdistan. Malgré les attentats qui se produisaient de temps en temps dans toutes les villes du Kurdistan d'Irak, j'ai toujours eu l'impression d'être finalement plus en sûreté dans les territoires tenus par les Kurdes eux-mêmes que sur les chemins qui y menaient. Cette fois-ci cependant, ce n'était pas tant l'insécurité, mais les obstacles administratifs que je devais rencontrer. Le retard que ces problèmes causèrent donna sans doute un temps raison à ceux au Kurdistan qui ne croyaient pas que j'avais réellement l'intention de revenir...

Le retour en France se fit sans encombre, avec la meilleure tranquillité d'esprit qu'amène un chemin déjà emprunté. Fin septembre, la représentation du KDP à Damas m'assura par téléphone que les démarches ayant été accomplies, je pouvais revenir. J'avais quelques doutes, essentiellement parce que les démarches semblaient avoir été faites alors que je me trouvais encore à Erbil, en juin, et que le *Public Relation Office* du KDP ne m'avait informé de rien à ce moment... Après deux demandes de confirmation auxquelles furent données par Damas des réponses positives, la dernière demandée (et obtenue) par fax nominatif, il fallait bien partir. J'étais évidemment chargé comme un âne : j'avais littéralement sur le dos tous les manuels de français, achetés en partie avec l'aide de France-Libertés, dont je pensais avoir besoin pour assurer mon futur enseignement... Heureusement comme on va le voir, près de trente cartons de livres obtenus avec l'aide d'une amie bibliothécaire partaient par conteneur et devaient arriver au Kurdistan d'Irak par la Turquie.

Arrivé à Damas, tout alla très vite. À peine eus-je mis le pied à la délégation KDP que le responsable m'annonça qu'il était désolé, mais qu'il y avait eu erreur : non seulement, ils avaient confondu mon nom avec celui d'un ressortissant allemand (un Gerhardt), mais, en raison précisément de cette confusion, ils n'avaient pas demandé le passage pour moi ! Inutile de tempêter (ce que je fis bien sur), il me fallait attendre un autre mois pour passer. Et la Délégation refusa toute aide financière ou en logement durant cette attente, y compris pour payer le billet de retour, absolument non prévu.

---

[2] - Je devais rencontrer à peine plus de problèmes en 2003 à Amman, après la chute du régime de Baghdad, lorsque les douaniers de l'aéroport d'Amman-Marka qui radiographiaient mes (nombreux) bagages s'interrogèrent longuement sur la nature réelle du télescope de 115 mm que je prétendais exporter vers le Kurdistan : trépied, tube métallique...

Il ne me restait plus qu'à rentrer à Paris, d'humeur fort sombre. Je n'avais pas assez d'argent personnel pour payer mon retour, et je dus prendre dans l'argent que m'avaient confié des émigrés Kurdes de Paris pour leurs familles restées en Irak ! Inutile de dire que j'étais à la fois honteux et furieux. Je reconstituai la somme une fois en France et trouvai heureusement un appartement pour attendre grâce à une amie, justement celle, bibliothécaire, qui avait arrangé avec ses contacts le don pour les Kurdes de plus de 3000 volumes retirés des collections de diverses bibliothèques[5].

Enfin enseignant – les conditions

C'est seulement après plus de deux mois d'attente en France, à la mi-décembre, que je fus informé que mon autorisation était arrivée et que je pouvais revenir. J'arrivai à Erbil presque à la Noël.

A ma grande surprise, le responsable du département d'anglais, le docteur Yakov, avait décidé d'attendre mon retour, comme professeur titulaire, pour redémarrer les cours de français qui m'avaient été attribués. Cela m'impressionna : voilà au moins *une* personne qui pensait que j'allais revenir.

Le Docteur Yakov appartenait à la minorité Chrétienne (chaldéenne) du Kurdistan. Avec Hanna et d'autres amis, nous sommes allés lui rendre visite chez lui, ce qui lui fit manifestement plaisir. Après le congé de Noël, je commençai les cours, en plein Ramadan. Je ne jeûnais pas véritablement, mais m'arrangeai pour ne manger que seul, chez moi, afin de ne pas faire envie aux autres !

Hanna et moi nous partagions deux années de cours de français, chacune consistant en un groupe de soixante à quatre-vingts étudiants. Le manuel en usage à mon arrivée était, ainsi que je l'ai indiqué, le Maugé, mais nous décidâmes de lui substituer un manuel plus moderne, mais malheureusement assez coûteux selon les critères de la Région. Un manuel typique coûtait de 10 à 20 dollars américains, ce dernier montant correspondant à peu près au salaire mensuel d'un enseignant du secondaire. En tant que professeur d'université, je touchais environ 120 dollars par mois, mais mes étudiants, qui recevaient une allocation d'études de la faculté à laquelle ils étaient inscrits, ne disposaient que de 50 dinars irakiens par mois s'ils habitaient Erbil, 150 s'ils venaient d'une autre zone du Kurdistan.

La faculté de lettres devait donc faire des photocopies des supports de cours pour permettre à ceux-ci de prendre place. C'était bien sur illégal au regard des droits d'auteurs, mais que faire ? Ce n'était même pas une question d'argent : faire venir des livres était un véritable défi. Les circuits culturels du Ministère français des affaires étrangères n'avaient pas de représentant sur place. Il n'y avait dans le pays que l'ambassade à Baghdad avec le Centre Culturel Français, qui ne semblaient guère pouvoir (ni vouloir ?) faire grand chose pour nous loin dans le nord. Restait l'UNESCO, qui avait un bureau à Erbil au titre de la Résolution 986 du Conseil de Sécurité, dite "Pétrole contre Nourriture".

L'un des chargés de mission de cette agence des Nations-Unies était français, et plutôt sympathique. Comme personne à la Faculté des lettres ne semblait penser que nous, "l'unité d'enseignement du français" (comme Hanna et moi avions commencé à nous appeler nous mêmes, mi sérieusement, mi par plaisanterie)), pouvions avoir besoin de livres, nous avons fait une liste de demandes et l'avons remise à notre contact à l'UNESCO. Catastrophe ! Dans les locaux de la Présidence de l'Université, le responsable officiel des contacts avec l'UNESCO était furieux que nous lui soyons passés "au-dessus" ! Notre ami français de l'UNESCO réussit cependant à lui faire avaliser notre liste et il me confirma plus tard à Paris, où je le rencontrai brièvement, que la commande était lancée.

Les Nations-Unies au Kurdistan d'Irak

Quand durant l'été suivant, passé sur place, je préparai un petit lexique français-kurde destiné à compléter le manuel que nous utilisions en cours, l'UNESCO accepta d'en payer la reprographie. Localement, les agents UNESCO du bureau d'Erbil, les quelques logisticiens français comme les employés kurdes, faisaient clairement ce qu'ils pouvaient pour nous aider. La plupart des employés Kurdes de cette agence dont le siège se trouvait à Paris étaient par ailleurs intéressés à suivre des cours de français, et nous devions en retrouver un certain nombre comme étudiants lorsque l'IFL vint à l'existance. Cependant, le niveau de bureaucratie atteint par l'ensemble des agences ONU à Erbil était tel qu'on ne pouvait pas espérer grand chose officiellement. La commande de livres que nous avions faite en juin 1999 arriva à la Faculté de lettres seulement courant 2001 (Celle-ci ne prit d'ailleurs même pas la peine de nous en informer).

---

[5] - J'informai de mon aventure le délégué du gouvernement d'Erbil à Paris et fus remboursé par les autorités presque immédiatement après mon retour à Erbil en décembre.

A la décharge des agences ONU présentes au Kurdistan, il faut dire que si elles fonctionnaient au Kurdistan dans une région qui échappait elle-même au contrtôle du régime de Baghdad, elles-mêmes étaient présentes en Irak aux termes d'un "memorandum of understanding" (MOI) qui en faisait paradoxalement les représentantes du régime au Kurdistan, et les soumettait à sa surveillance permanente.

L'Irak, sous embargo, se voyait parfois interdire des importations par la "Commission 986" de New-York (évidemment très influencée par les délégués des USA). L'histoire la plus connue à cette époque était celle des milliers de crayons de papier interdits à l'UNICEF pour l'Irak en raison de leur mine de graphite, qui aurait pu servir de modérateur nucléaire... A son tour, le régime de Saddam ne se privait pas (avec quelque logique) d'appliquer aux Kurdes au nord du pays les mêmes critères d'interdiction auxquels il se heurtait lui-même à New York. Ainsi des matériels de communication et d'accès à Internet, interdits par l'embargo : le gouvernement veillait à ce qu'aucune agence ONU n'en fournisse à des institutions dépendant de la Région du Kurdistan.

Enfin, l'illégalité de ma présence en Irak selon les critères de Baghdad rendait impossible toute collaboration officielle de ma part avec une agence ONU. Je le vérifiai à chaque fois que je tentai de démarrer un projet avec qui que ce soit dans ce milieu. De plus, en l'absence de courrier international, les projets que je proposais pour désenclaver les universités (parfois des moutures ultérieures du projet refusé par la Commission Européenne) comportaient souvent une composante Internet : circonstance aggravante. Un projet de formation Internet pour les personnels de l'université que j'avais un jour discuté avec un responsable de l'UNESCO n'alla pas plus loin, de son propre aveu, en raison de cette surveillance incessante exercée par Baghdad.

De plus, comme je devais le comprendre plus tard, la Commission Européenne (notamment sa "DG-8", future Direction Générale au Développement) avait déjà pris à mon arrivée en Irak en 1999 la décision de se retirer en raison des financements énormes déversés par l'intermédiaire des agences de l'ONU au titre de la résolution 986. Ces agences quant à elles, considéraient le plus souvent les personnes et ONG entrées en territoire kurde sans visa de Baghdad comme illégales. Enfin, j'appris en 2004, juste avant de quitter le pays que les services culturels français à Baghdad s'étaient engagés comme prix de leur présence dans le reste du pays à n'exercer aucune activité culturelle dans la partie du Kurdistan ne se trouvant pas sous le contrôle du régime. Avec un tel accord, on ne pouvait s'attendre à ce qu'ils m' encouragent !

Pour situer plus précisément la position étrange des agences des Nations-Unies opérant dans la Région du Kurdistan, voici comment réagit un soir une des principales responsables de l'UNICEF en Irak (occidentale mais dont à ce jour j'ignore la nationalité), qu'un ami Kurde anglophone ayant beaucoup de contacts m'avait présentée lors d'une soirée au restaurant d'un hôtel où il m'avait invité, tandis qu' elle occupait une table voisine de la nôtre. Il me conduisit vers elle en me disant qu'elle pourrait peut-être aider notre Institut, qui venait de démarrer: - Nous ne pouvons pas aider les ONG, dit-elle. – Nous ne sommes pas une ONG, répondis-je, je suis Français, mais la structure d'enseignement des langues que je dirige dépend directement du cabinet du Premier ministre. Techniquement, il s'agit d'un Institut créé par les Autorités Locales.

- "Nous ne reconnaissons pas les Autorités Locales", répondit-elle.

Peut-être n'est-il pas inutile de rappeler qu'après la seconde guerre du Golfe en 1991 (la première étant celle d'Iran-Irak), les seules autorités politiques en Irak qui pouvaient se targuer de dériver une certaine légitimité de leur arrivée au pouvoir par des moyens démocratiques étaient les deux partis kurdes. Les élections de 1992, qui ne s'étaient tenues que dans la partie liérée du Kurdistan d'Irak, avaient été contrôlées par des observateurs extérieurs (envoyés je crois par l'Union Européenne), et constatées sincères. C'était bien plus que ne pourrait jamais en dire Saddam, avec ses scores de 99,99 % des voix...

C'est à cela que je pensais, debout devant cette femme qui représentait ici une des agences les plus importantes des Nations-Unies. Arrivé à ce point, poursuivre la conversation me parut parfaitement inutile. Je m'excusai d'avoir troublé son dîner et repartis vers ma table. Mon ami kurde demeura silencieux quand je lui racontai notre échange[6].

---

[6] - J'eus bien plus tard à Paris un autre échange assez semblable avec un responsable du Ministère des affaires étrangères. Là encore je venais chercher un soutien. Mon interlocuteur me laissait parler sans dire un seul mot, et je me sentais de plus en plus mal à l'aise devant un silence et un regard qui m'apparaissaient de plus en plus clairement comme hostiles. Pour ne pas perdre contenance, je décrivis comment se faisait la coordination de la vingtaine d'enseignants que comptait alors l'IFL, et ajoutai en plaisantant que l'IFL

De telles réactions nous laissaient déconcertés. Un des nos amis de l'ONG française DIA, celle avec laquelle nous avions "monté" les groupes d'observation de l'éclipse, faisait visiter un centre culturel (à Sulémani je crois), à une responsable de l'UNESCO. Alors qu'il lui montrait les salles de cours de langues, il l'entendit lui dire : "Et pourquoi leur apprenez-vous les langues étrangères ? Pour qu'ils puissent émigrer vers l'Europe plus facilement ?". Il en demeura bouche bée. Et moi aussi quand il me le raconta.

Nous n'avons jamais obtenu la moindre subvention sérieuse d'une agence ONU – et surtout pas de l'UNESCO – durant les cinq ans que je passai au Kurdistan. Et si l'IFL a finalement obtenu de l'argent du système onusien, c'est sur un mode bien particulier dont je reparlerai[7].

Les relations avec la Faculté de Lettres

Et puis le responsable du département d'anglais, le Docteur Yakov, mourut brusquement chez lui d'une crise cardiaque, un soir de l'année suivant mon arrivée. Avec le recul du temps, je peux maintenant voir que sa disparition précipita la dégradation de nos relations, à Hanna et moi, avec la Faculté et en particulier son Doyen.

Dans l'idée de constituer progressivement une petite équipe susceptible d'enseigner le français au Kurdistan, Hanna et moi avions commencé à recenser les francophones de la ville d'Erbil. Au début, ce n'avait pas été bien difficile. D'une part, Hanna, ayant enseigné en ville dix ans, était assez connue, et d'autre part la nouvelle de l'arrivée d'un nouveau professeur venu de France s'était propagée. Nous avions trouvé entre autres deux candidats possibles à un travail de professeur, qui avaient comme Hanna obtenu la licence à Baghdad avant 1991. Bien que n'ayant pas pratiqué la langue depuis un moment, tous deux la parlaient encore assez bien et surtout l'aimaient. Nous avions demandé au vice-président de l'université si ces deux personnes ne pourraient pas être employées à la Faculté de Lettres, afin de pouvoir travailler en partie avec nous et se former à l'enseignement de la langue. Le doyen de la Faculté de lettres refusa d'abord l'entrée des deux nouveaux embauchés dans la faculté, puis, devant le soutien de la Présidence, les plaça à des postes où ils n'avaient aucune chance de pouvoir travailler avec nous. Je démarrai une réunion hebdomadaire avec eux et Hanna pour travailler sur l'enseignement des langues – et en particulier du français. Ce "séminaire" fut déclaré "illégal" et on m'ordonna de l'arrêter... Les nouveaux recrutés n'avaient pas de temps à consacrer à cela.

En parallèle, j'avais incité Hanna à se porter candidate pour la maîtrise d'été du Centre de Linguistique Appliquée (CLA) de Besançon. Sans poste internationale, tout se fit par fax ou courrier électronique, notamment la transmission des documents nécessaires à l'obtention du visa à l'ambassade de France à Ankara. Le CLA répondit favorablement par courrier électronique, mais jusqu'au bout, nous n'avons pas été surs qu'Hanna obtiendrait l'autorisation de l'université de quitter le territoire. Beaucoup d'amis m'ont dit à l'époque que je n'y arriverais pas. Le doyen de la Faculté de Lettres nous refusa carrément l'attestation de travail demandée par le consulat français, afin qu'Hanna n'obtienne pas le visa. Il fut finalement obligé de la rédiger car le président de l'université nous apporta son soutien.

Puis la Commission des études supérieures d'Erbil non seulement approuva le projet, mais attribua une bourse pour son exécution. En fait l'argent arriva physiquement après le départ de la boursière, mais je lui avançai la sonmme équivalente et elle me laissa une procuration qui me permit de me faire rembourser. Face aux résistances de certains, sans le soutien d'une partie de l'entourage du Premier Ministre et du délégué du gouvernement kurde d'Erbil à Paris, rien n'aurait été possible. Hanna alla en France deux étés de suite et obtint sa maîtrise avec un mémoire consacré à l'enseignement du français au Kurdistan d'Irak. C'est aussi là qu'elle rencontra son mari, qui devait plus tard nous rejoindre à l'IFL.

A la rentrée, profitant du retour au Kurdistan d'un ami Kurde qui avait passé dix ans en France et obtenu

---

méritait bien son nom d'Institut Français "des Langues", vu que nous utilisions en effet en réunions d'enseignants toutes celles à notre disposition, passant du français à l'anglais, du kurde à l'arabe en passant par le turcmène, selon le département auquel appartenaient les enseignants (Français ou Anglais) et leur origine personnelle (Kurde, Arabe, Turcmène, Français). Mon interlocuteur, qui n'avait pas encore ouvert la bouche, me coupa soudainement la parole pour lancer : "De toute façon, tout les gens parlent arabe, là-bas !". Ce n'était clairement pas une question. "Oh oui, absolument, répondis-je, comme en France tout les gens parlent anglais : une fois qu'ils l'ont appris...".

[7] - A propos de l'usage que firent les agences de l'ONU des fonds de la résolution 986, je ne peux résister au plaisir de citer la blague kurde que j'entendis à Erbil à cette époque: "986 pourquoi ? Très simple : 900 pour Saddam, 80 pour New-York, et 6 pour les Kurdes." Féroce et surement injuste. Mais "senti".

à la Sorbonne une thèse en littérature comparée, nous commençâmes les démarches pour obtenir l'ouverture d'un département de français. Nous proposions un programme complet sur quatre ans, des filières, et citions les noms de six enseignants d'Erbil susceptibles d'y assurer des cours. A partir du moment où le Conseil de la Faculté refusa cette proposition, apparut de plus en plus clairement que pour continuer à progresser, il nous faudrait créer une structure extérieure à l'université... C'était une suggestion qui m'avait été faite à plusieurs reprises – y compris par Hanna - au cours des trois années écoulées, mais à laquelle j'avais toujours pour ainsi dire fait la sourde oreille, entre autres parce que je pensais que le soutien de la France serait indispensable à une telle entreprise.

Quand l'IFL démarra, les deux personnes que nous avions "découvertes" finirent par quitter l'université pour y travailler.

Les cours à la Faculté de Langues de Sulémani

Tout en commençant à enseigner à Erbil, j'avais pris contact avec l'université de Sulémani. Comme je l'ai déjà mentionné, le Kurdistan, depuis les affrontements entre les deux partis kurdes, était divisé en deux zones gérées séparément, l'une par le PDK et l'autre par l'UPK. Sulémani se trouvait dans cette dernière zone.

En accord avec la Fondation Danielle Mitterrand, j'insistai toujours pour conserver des contacts avec les deux zones et les deux partis : il ne m'appartenait pas de faire un quelconque choix entre les deux formations politiques kurdes et je n'avais aucune intention de le faire. Cela n'alla pas sans difficultés de part et d'autre, mais je parvins finalement à faire admettre que je pouvais enseigner des deux côtés. Jusqu'à la fondation de l'IFL, je me partageais entre les deux universités d'Erbil et de Sulémani, me rendant dans cette dernière deux jours par semaine. Je faisais le trajet en taxi collectif, le long d'un itinéraire passant par la montagne et traversant la ville de Koya où jusqu'à quelques mois avant mon arrivée avaient travaillé les expatriés français de France-Libertés[8].

La Faculté où j'enseignais à Sulémani n'était pas un Faculté de Lettres mais de Langues. Comme à Erbil, j'étais enseignant de français au sein du Département d'Anglais. Comme à Erbil, la chaleur des relations variait selon mes interlocuteurs, mais (tout comme dans l'autre université), un certain nombre de gens me soutenaient, dont le représentant en France du gouvernement kurde de Sulémani.

Dans cette université, le français avait conservé ses quatre années de cours, mais là aussi, on manquait désespérément d'enseignants. Je retrouvai certains collègues d'Erbil qui faisaient comme moi la navette entre les deux universités notamment pour suivre des étudiants en maîtrise. Les universités se dégageaient lentement des conflits politiques et commençaient à reprendre les relations de part et d'autre de la ligne de division de la Région. Des enseignants de l'université de Duhok venaient aussi parfois. Lorsque les universités Kurdes furent invitées à participer au congrès de l'Union Internationale des Universités en Afrique du Sud, leurs trois présidents s'y rendirent ensemble et y firent délégation commune.

Deux femmes, deux personnalités aussi exceptionnelles l'une que l'autre, quoiqu'extrêmement différentes – dominent mes souvenirs de l'université de Sulémani: deux Moscovites, toutes deux venues en 1970 avec le groupe de quelques centaines de femmes russes qui avaient épousé des combattants kurdes ayant accompagné le général Mustapha Barzani en exil en Union Soviétique. Elles étaient toujours au Kurdistan d'Irak en 1999 quand j'y arrivai, seules de tout leur groupe maintenant éparpillé[9]. L'une avait perdu son mari. Toutes deux étaient devenues Kurdes, avaient de grands enfants déjà étudiants. L'une enseignait le français, l'autre l'anglais... Elles me racontèrent beaucoup de leurs souvenirs, les plus effrayants datant de l'époque où le mouvement national kurde avait été vaincu en 1975 et où le Kurdistan d'Irak avait été presque totalement occupé par l'armée irakienne.

Lorsque l'IFL démarra, j'informai le président de l'université de Sulémani qu'à mon grand regret, je ne pourrais continuer à passer deux jours par semaine dans cette institution. Je continuai à faire le voyage chaque semaine pendant un semestre, afin de permettre à l'université de prendre des dispositions pour me remplacer, mais l'Institut me demandait trop de travail pour que je puisse continuer (d'autant que je

---

[8] - Leur départ était la conséquence de l'arrêt des subventions de la Commission Européenne, lui-même dû à l'arrivée des Nations-Unies disposant des fonds du compte-sequestre de la résolution 986.

[9] - Certaines d'entre elles s'étaient établies à Baghdad, la plupart étaient à présent hors d'Irak, certaines rentrées en Union Soviétique, d'autres vivaient dans des pays arabes , dans le Golfe... Je n'ai pas d'autres précisions sur ces destins exceptionnels.

conservai encore un an des cours à la Faculté des Lettres d'Erbil). Je réussis cependant à conserver des liens avec l'université, où je me rendais à peu près une fois par mois, mais la période où j'y enseignais était bien terminée. Un Kurde de Sulémani qui venait juste d'obtenir sa maîtrise de français à Baghdad prit la suite.

La création de l'IFL

Après plus de deux ans passés au Kurdistan, le bilan que je tirais de mon action à l'université d'Erbil était plus que mitigé. Nous avions pu rénover les méthodes de l'enseignement du français grâce à de nouveaux manuels, mais toutes nos tentatives pour améliorer la situation de son enseignement s'étaient heurtées à des refus du doyen. Nous avions successivement fait les demandes suivantes: 1- obtenir trois heures de cours par semaine (même non payées) au lieu de deux, la troisième heure devant être orientée vers la conversation, 2- rétablir l'enseignement de la langue française sur quatre ans comme le prévoyaient les textes, 3- obtenir une diminution de la taille des classes en les fractionnant (là encore nous avions proposé d'enseigner des heures supplémentaires sans supplément de salaire), 3- commencer à former de nouveaux enseignants afin de préparer l'avenir; et enfin 4- ouvrir un département de français, pour lequel nous avions proposé un programme complet et une liste d'enseignants susceptibles d'y travailler. Aucune de ces demandes n'avait été acceptée.

Il y avait surement des difficultés en effet. Ayant aussi enseigné un temps au Département de sociologie et à celui d'Informatique, aus sein de la Faculté d'éducation[10], je peux témoigner de ce que l'université d'Erbil fonctionnait dans des conditions très difficiles, avec des locaux peu adaptés, sans doute pas assez de fonds, et un manque chronique de professeurs dans toutes les disciplines. Et il est certainement tout à la gloire des Kurdes d'avoir pu rouvrir les deux universités de leur Région (Erbil et Sulémani) tout en en créant à partir de rien une nouvelle à Duhok, près de la frontière turque. A Erbil, les dédoublements de classes posaient surement un problème de salles de cours. Cependant, on s'activait à ouvrir sur le campus de la Faculté de Lettres un département d'archéologie pour lequel on construisait un nouveau bâtiment, alors qu'il n'y avait guère qu'un seul enseignant disponible sur place ! Et puis il faut bien dire que le mode de fonctionnement de la Faculté de Lettres n'était absolument pas satisfaisant[11]. Aucune réunion n'avait jamais lieu pour décider des orientations de l'enseignement. Je ne rentrerai pas dans les détails quotidiens, mais comme je l'ai déjà mentionné, il m'apparut finalement que si l'on voulait développer l'enseignement des langues dont la Région du Kurdistan avait si désespérément besoin, il fallait créer un centre de langues indépendant de la structure universitaire.

Je revenais de France en compagnie du délégué du gouvernement kurde à Paris. Je m'ouvris à lui de mes interrogations : si l'enseignement des langues était vraiment une priorité, comme nous l'avait dit le Vice-premier ministre Sami Abdul-Rahman, pourquoi est-ce que je rencontrais tous ces obstacles concrets ? J'avais fini par récupérer à Duhok les 3000 volumes offerts par les asssociations françaises. Les gardes-frontière turcs (ou qui que ce soit du côté turc de la frontière...) avaient ouvert tous les cartons bien rangés que nous avions préparés ensemble à Paris, et avaient jeté les livres à terre, apparemment sous la pluie. J'estimais qu'il en manquait un cinquième. Mais le reste était enfin dans le bureau que je partageais avec Hanna à Erbil, en cours de pointage. Comment expliquer que la Faculté m'ait refusé même des étagères pour les poser. Celles que j'avais, en nombre insuffisant, provenaient du bureau même du directeur du département d'anglais, le professeur Yakov, qui nous les avait données un peu avant sa disparition. Quand j'en avais obtenu des supplémentaires du centre internet de l'université, la Faculté (qui pourtant avait commencé par les refuser, n'en ayant "pas besoin") les avait... interceptées avant qu'elles ne m'arrivent ! Les livres en "excédent" restèrent plus d'un an par terre...

J'avais la désagréable impression, continuai-je, de "m'être énormément fatigué pour ne rien faire"... "Je ne crois pas, dis-je, qu'il soit très utile que je continue à travailler dans votre Région vu le peu d'efficacité de mon action et les problèmes que je rencontre."

---

[10] - Je n'ai en fait pas la formation d'un enseignant de langues, mais une thèse en anthropologie ainsi qu'une maîtrise d'informatique. J'avais fait parvenir mon CV aux autorités avant de venir, ce qui explique qu'on m'ait demandé d'aider dans ces départements.

[11] - Un seul exemple montrera les problèmes quotidiens auquel nous étions confrontés: pour les examens, il fallait recopier à la main en trois exemplaires les notes des étudiants, l'usage de la photocopie nous étant interdit ! (inutile de dire qu'au département d'informatique, aucune interdiction de ce genre n'existait...).

C’est alors que mon compagnon de voyage me proposa la création d’un centre de langues indépendant. Beaucoup de personnes avaient envisagé cette possibilité, mais la personne qui me la proposait à présent avait le pouvoir de la faire aboutir. J’acceptai l’idée, en posant des conditions. Je m’engageai pour ma part à demeurer sur place le temps que le centre démarre et fonctionne correctement. Nous étions en voiture, quelque part entre Damas et Erbil. L’IFL est né dans cette voiture.

Nous arrivions à Erbil le soir même. En quinze jours nous avions l’accord du Premier Ministre et un budget de démarrage. Depuis la France, la responsable Moyen-Orient de France-Libertés apportait son soutien. L’IFL démarrait. C’était une opération conjointe entre les autorités Kurdes d’Erbil et la Fondation Danielle Mitterrand. La condition que j’avais posée en premier : être indépendants de l’université, était acceptée. J’avais passé trois nuits blanches à espérer que France-Libertés accepterait de participer au financement du projet. En effet, Hanna et moi avions déjà choisi une maison pour installer le futur IFL et j’avais mis absolument tout l’argent que j’avais dans les trois premiers mois de location ! Nous étions en décembre 2001.

L’IFL démarre

Au début, il n’y avait qu’une maison vide, Hanna et moi. La maison était magnifique, très bien située, non loin du bazar et du parlement (nous avons déménagé plusieurs fois depuis, en partie à cause du manque de place). Aussitôt le contact établi avec la commission des études supérieures d’Erbil, qui serait notre interlocuteur pour les autorités locales, et France-Libertés, et reçu le budget de démarrage, nous l’avons aménagée. France-Libertés devait apporter les fonds nécessaires à l’équipement, tandis que le gouvernement kurde assurerait le fonctionnement.

Les chaises des étudiants, les tables, les étagères pour les livres de la future bibliothèque, les bureaux, tout fut fabriqué sur place par des artisans d’Erbil, parfois spécialement pour l’IFL. Les étagères de la bibliothèque furent faites selon des plans trouvés dans une publication d’une ONG éducative britannique. Pour les étudiants, nous optâmes pour des chaises à tablettes, qu’il fallait légères, parce que nous voulions que les enseignants puissent les faire déplacer rapidement en différentes configurations. Pas question de reproduire le système de la Faculté, où les tables-chaises-bancs étaient fixées au sol ! J’étais gaucher, le futur bibliothécaire aussi : une chaise sur dix devrait avoir sa tablette à gauche.

Les concepts de base du fonctionnement de l’Institut Français des Langues furent définis immédiatement, à partir aussi bien de notre expérience commune de cours d’été que des idées en vigueur au CLA de Besançon et plus généralement dans les milieux du Français Langue Etrangère : 1- méthodes d’enseignement actives et basées sur la communication ; 2- groupes d’étudiants jamais supérieurs à quinze ; 3- chaque groupe serait à la charge de deux professeurs différents, ce qui obligerait les enseignants à formuler clairement leurs activités pour se coordonner : 4- Coordination constante entre les enseignants, et organisation de séminaires internes de formation, qui seraient obligatoires pour tous les enseignants de l’IFL.

Enfin, il fut très rapidement habituel de demander au personnel non enseignant de l’IFL de s’inscrire (gratuitement) à un cours de langue de l’institution. Cela répondait à deux objectifs : 1- contribuer à la formation personnelle des employés, 2- Que chacun sache comment fonctionnaient réellement les cours qu’il contribuerait à gérer.

Il y avait au départ quatre salles de cours (Stendhal, Hugo, Camus, Colette). Chacune aurait un magnétoscope, une télévision et un magnétophone. Le manuel choisi, centré sur une série de vidéocassettes racontant l’histoire d’un couple et de leurs amis, donnait une part prioritaire à l’audition et à l’expression orale, avant d’aborder les autres compétences au travers d’un livret d’exercices. Comme je l’ai dit, nous renoncâmes très vite à obtenir une aide de l’UNESCO ou même des services culturels français. Le personnel comprenait un administrateur, qui jouait le rôle d’un régisseur gérant les aspects matériels de la vie du “vaisseau IFL”. Les enseignants de français, outre Hanna et moi, étaient les deux personnes que nous n’avions pas réusi à faire travailler avec nous à la Faculté, plus l’enseignant de langue Kurde revenu au pays l’année précédente avec une thèse de la Sorbonne, dont j’ai déjà parlé.

Le matériel informatique destiné à l’administration du nouvel institut (plusieurs ordinateurs mis en réseau local et une imprimante) fut donné par une ONG française, SODEIL, dont le responsable nous avait été présenté par le délégué Kurde à Paris.

L’implantation de l’IFL devait varier depuis, ainsi que son personnel, mais pas ses orientations d’enseignement. Le premiers cours de français eut lieu à peine deux mois après la location de la maison, le 9

février 2002. Les autres cours pour cette langue débutèrent la semaine suivante. Quant aux cours d'anglais (qui devinrent presque tout de suite plus nombreux que ceux de français, en raison de l'importance de la demande), ils commencèrent un mois plus tard. Six mois après son démarrage, l'IFL était en plein fonctionnement. Le chercheur Gérard Challiand, qui le visita en juin, eut du mal à croire que nous avions démarré si peu de temps auparavant. C'est sans doute l'indice que nous répondions bien à un besoin...

Dans un des premiers documents décrivant le projet, j'écrivais :

« La Région Kurde a absolument besoin des langues étrangères. Celles-ci peuvent servir pour négocier au niveau international, faire des affaires, et surtout améliorer dramatiquement l'accès à des savoirs académiques à jour et spécialisés. En dehors des départements d'anglais (qui se consacrent essentiellement à la littérature classique et à la linguistique), la plupart des étudiants Kurdes de niveau maîtrise éprouvent des difficultés à suivre des cours délivrés en anglais, et ne parlent ni ne lisent suffisamment une langue étrangère. C'est par exemple le cas des départements de Sciences Sociales et d'Informatique. *Surmonter ces limitations est d'une importance vitale pour que la Région Kurde puisse développer son existence.*

L'objectif principal de l'*Institut Français des Langues* est de contribuer à résoudre ces difficultés, en enseignant les langues étrangères de manière communicative et pratique. Ainsi le travail de l'IFL peut-il être considéré comme complémentaire de celui effectué dans les universités de la Région Kurde, centré sur les contenus plus traditionnels du couple "littérature - linguistique", et aussi comme une sorte de projet pilote pour le futur système académique de la Région. Est-il besoin de le préciser, l'IFL, même s'il demande une participation à ses étudiants, est à but non lucratif. »

Les activités et le public de l 'IFL

Nous avions choisi dès le départ des sessions de cinquante heures. Au début, les cours duraient quatre heures par semaine, en deux séances de une heure et demie, et une de une heure, ce qui donnait des sessions de trois mois. Progressivement, pour faciliter la gestion annuelle (cinq à six sessions par an), la durée hebdomadaire des classes passa à quatre heures et demie (la troisième séance passant à une heure et demie), puis à six heures, avec trois séances de deux heures. Ces variations furent les mêmes pour l'anglais. Nous les avons faites progressivement, et elles furent bien intégrées par un public souvent extrêmement motivé.

Dès le début, une part notable des étudiants de l'IFL consista en personnes en situation professionnelle, ayant besoin de la langue pour leur travail. L'orientation pratique des cours leur convenait donc plutôt bien – même si l'habitude selon laquelle le droit de parler appartenait surtout à l'enseignant était souvent difficile à combattre. Certains employés kurdes des Nations-Unies dont l'agence se servait du français (Croix-Rouge, UNICEF, FAO, UNESCO) utilisèrent à fond l'IFL comme structure de formation continuée, parfois pour passer des examens internes. Un système de cours particuliers à la demande, en petits groupes ou individuels, fut aussi mis en place.

L'aspect "besoin professionnel" fut très marqué pour les cours de langue anglaise. Nous pouvons dire avec le recul que, durant les années 2001 à 2004, l'IFL a joué un grand rôle dans la formation linguistique d'un grand nombre de cadres de la Région du Kurdistan, quelle que soit leur insertion professionnelle précise : élus du parlement régional, anciens étudiants de l'université travaillant dans divers ministères, personnel de la télévision par satellite KTV, employés kurdes de diverses agences des Nations-Unies, au-delà de celles déjà mentionnées, notamment le PNUD (Programme de Développement des nations-Unies).

Pour le français, un aspect supplémentaire exista toujours, celui, traditionnel, des étudiants amoureux de la France et de la culture française. Certains étudiants passèrent du français à l'anglais durant les deux années de fonctionnement de l'Institut, et ils venaient nous l'annoncer comme en s'excusant...

Pour revenir sur les relations de l'Institut Français des Langues avec les agences des Nations-Unies, il convient de préciser que si nous ne pûmes jamais obtenir d'aide de leur part sous forme de subventions, pour les raisons déjà citées, lorsque ces agences se renseignèrent pour savoir qui pourrait donner une formation linguistique (en particulier en anglais) à leur personnel, elles furent presque toujours renvoyées vers l'IFL.

C'est ainsi que l'Institut assura, entre autres, la formation en anglais technique de tout le personnel de la centrale thermique d'Erbil, une formation commandée directement par le PNUD au profit de l'agence kurde de l'électricité. Ceci nécessita le démarrage d'une équipe particulière de formateurs qui fonctionna selon des normes européennes de l'ingénierie de formation (définition des objectifs de formation, négociation avec le commanditaire, parfois fourniture par celui-ci de documents authentiques devant aider à construire des supports de formation adaptés...). On peut dire que l'une des conséquences cachées, mais très importantes, de

l'existence de l'IFL - outre son impact économique positif sur les enseignants et les artisans qu'il a fait travailler- fut la formation professionnelle d'une équipe de formateurs locaux pouvant répondre aux besoins de la Région du Kurdistan y compris dans d'autres cadres que celui de l'IFL. D'autre part, l'apport financier obtenu grâce aux formations linguistiques dispensées à ces institutions extérieures (notamment de l'ONU) sauva sans doute l'IFL du dépôt de bilan : il était presque équivalent aux subventions de fonctionnement de la Région Kurde, que celle-ci, en ces temps troublés de marche à la guerre, versait avec de plus en plus de retard.

Les cours furent souvent assurés dans les locaux mêmes des agences commanditaires, et dans ce cas, au moins en partie pris sur les heures de travail. Dans un cas (Croix-Rouge), ce furent les étudiants qui payèrent leurs frais d'inscription et non leur employeur, mais ceux-ci leur étaient remboursés en cas de succès.

Avec le recul de trois ans, il me semble que l'IFL, malgré ses moyens limités, a pu jouer en grande partie le rôle que nous lui souhaitions à sa création. L'arrivée en décembre 2002 d'Alain, le mari d'Hanna, enseignant professionnel de Français Langue Etrangère, qui assuma progressivement le rôle de Directeur adjoint, renforça de manière appréciable l'équipe de direction, et le suivi des cours et des formations internes des enseignants. Un système de séminaires internes hebdomadaires fut mis en place, auquel tous les enseignants en poste, d'anglais comme de français, devaient participer (et pour lesquels ils étaient rémunérés). Des fiches prévisionnelles d'objectifs, d'activités et de contenus de cours furent définies, que l'enseignant devait compléter d'un bilan après la classe. Tout ceci visait à assurer la constance de la qualité des cours dispensés et la « mémoire pédagogique » de l'Institut. Selon les participants, et comme je l'ai déjà mentionné, les réunions en question alternaient l'usage du français, de l'anglais, du kurde sorani, de l'arabe ou même du turcmène. L'Institut Français « des Langues » méritait décidément bien son nom...

En parallèle avec le développement de nos activités propres, les contacts avec les universités de Sulémani et Duhok continuaient, et durant la première année de fonctionnement, chacun des trois membres de l'équipe de direction passa pas mal de temps sur les routes de montagne ! En effet, si je partais chaque jeudi vers le sud-est pour gagner l'université de Sulémani, le lundi c'étaient Hanna et Alain qui alternaient les voyages vers la frontière nord de la Région pour donner des cours dans les locaux de l'université de Duhok. Ils collaboraient à un projet d'enseignement du français – et de l'anglais - lancé sous l'impulsion d'une Française d'origine Kurde établie un temps dans la Région, et en accord avec un président d'université dynamique. Il devait se prolonger un an avant de s'arrêtrer faute de financement. Ce fut l'occasion de faire connaissance avec plusieurs Kurdes francophones de la partie la plus septentrtionale du Kurdistan d'Irak, dont certains liés à une ONG monégasque, *Mission Enfance*, qui avait obtenu la collaboration du Bureau de l'éducation du gouvernorat de Duhok pour la mise en place d'un lycée de langue française dans cette ville[12].

L'Institut servit aussi plusieurs fois de point de retombée pour les experts francophones qui visitaient la Région du Kurdistan à titre privé ou pour leurs recherches. A chaque fois que ce fut possible, des conférences furent même organisées. Gérard Challiand, spécialiste de géopolitique, parla de la "Géopolitique du Kurdistan" ; Anne Legaré, sociologue de l'Université du Québec à Montréal, parla du fédéralisme – un sujet qui ne pouvait qu'intéresser les Kurdes d'Irak – de son point de vue québecquois.

Assurer le fonctionnement quotidien d'une structure d'enseignement comme l'IFL ne fut jamais facile dans les conditions dans lesquelles se trouvait la Région du Kurdistan. Pour assurer un enseignement audiovisuel, il fallait de l'électricité, ce qui n'allait pas de soi. Au début, nous avions deux lignes : celle du gouvernement et une ligne privée provenant d'un grand générateur installé dans le cinéma du quartier. Puis l'IFL se procura son propre générateur. Mais même avec trois lignes il y avait encore des problèmes[13]...

La bonne réputation qui se constitua autour de l'Institut attira aussi de nouveaux enseignants et des Kurdes francophones revenant au pays. Mais il doit être mentionné ici que l'absence de soutien de la France handicapa certainement le développement de toutes les possibilités qui nous apparaissaient. Une convention prête à la signature entre l'IFL et une université française fut bloquée par le Ministère des Affaires Etrangères.

---

[12] - Les services officiels français connaissaient très peu de ces activités et ne leur apportaient pas de soutien financier. La cheville ouvrière du projet était en fait la communauté chrétienne locale (chaldéenne), et en particulier l'évêque Rabban, particulièrement dynamique et complètement francophone. Le lycée devrait être ouvert au mometn de la publication de cet article (novembre 2004), quoique je n'ai pas d'informartion precise à ce propos.

[13] - L'événement le plus... amusant en la matière eut lieu le jour où le directeur du bureau arriva pour participer à un test de niveau en anglais, et où bien sur il y eut une panne de courant !

Notre tentative pour entrer dans le réseau DELF ne fut pas plus couronnée de succès. A la décharge des autorités françaises, il faut mentionner que l'absence de lien postal fiable rendait difficile l'envoi de sujets d'examens ou de documents "sensibles", mais ces difficultés, réelles, n'expliquent pas tout. En effet, l'IFL avait bel et bien obtenu des aides extérieures d'autres partenaires. Ainsi, l'Agence Universitaire Internationale de la Francophonie avait financé l'envoi en 2002 de deux enseignants de français de l'Institut en formation d'été au CLA de Besançon.

Après une correspondance par courrier électronique avec le responsable (québecquois) du bureau régional de cette agence de la francophonie à Beyrouth (hébergé d'ailleurs dans l'ambassade de France), j'avais fait le déplacement dans cette ville lors d'une de mes "navettes" annuelles Paris-Damas-Erbil[14]. C'est suite à ces contacts que, une fois l'IFL démarré, l'AUIF avait accepté d'apporter son aide à cette opération consistant à donner une formation complémentaire FLE à deux enseignants de français d'Erbil travaillant pour nous et ayant déjà une thèse française (les deux en littérature comparée, l'une de la Sorbonne, l'autre de l'université de Tours). A cette époque, il n'était guère question que les Affaires étrangères françaises aillent si loin... A mentionner cependant que les deux professeurs en question avaient fait leur thèse en France en tant que boursiers du gouvernement, une bourse obtenue par l'intermédiaire de l'Institut Kurde de Paris[15].

Le nouvel Institut fut aussi victime de l'isolement dans lequel se trouvait encore et toujours le Kurdistan d'Irak, sur le plan politique comme sur le plan concret... Ainsi lorsque le Festival de Cinéma de Douarnenez décida de consacrer son édition 2003 aux Kurdes, l'IFL devait-il y être présent, comme projet soutenu par France-Libertés. Mais je fus le seul de l'équipe à pouvoir m'y rendre. Le voyage vers ou depuis le Kurdistan était toujours aussi difficile et incertain, et l'un des enseignants de l'Institut avait bien failli lors du dernier se retrouver entre les mains du régime à Baghdad – une situation qui fut finalement évitée de justesse quand l'expulsion vers l'Irak (pays d'origine) depuis le pays de transit fut transformée en une expulsion vers la France (pays de provenance).

Le rôle de lien vers l'extérieur de l'Institut

Bien que l'enseignement des langues ait été son activité principale, l'IFL ne s'y limita pas. Dans la conception de l'équipe de direction, il lui appartenait aussi de jouer le rôle d'un représentant officieux de la Région Kurde à l'extérieur, et de point de réception pour les personnes qui venaient la visiter. Par exemple à Douarnenez, je tentai de présenter aux participants la situation et les conditions de vie dans la Région du Kurdistan.

En octobre suivant, l'IFL organisa l'édition locale de "Lire en Fête", avec débats sur le rôle des intellectuels au Kurdistan, l'état de l'édition locale, les publications à destination de la jeunesse... De nombreux contacts avaient été noués à cette occasion, ce qui nous donna l'idée d'organiser régulièrement des activités sortant du strict enseignement des langues. Ainsi l'IFL commença-t'il à héberger des artistes en visite. Le premier fut un jeune photographe, Edouard Beau, qui, après avoir travaillé en France au camp de Sangatte, venait rendre visite aux familles de ses amis Kurdes de Normandie. Son idée était de mieux comprendre ce qui poussait ces jeunes à risquer leurs vies sur les chemins illégaux de l'émigration.

Il fut le premier de plusieurs artistes, invités par l'Institut à venir résider quelques temps au Kurdistan. Juste avant la publication du présent numéro de *Passerelles*, l'association *La Pluie d'Oiseaux* organisa une exposition de calligraphies faisant la part belle aussi bien aux œuvres et aux artistes Chinois que Arabes, Persans, et bien sur Kurdes[16]. L'Institut organisa aussi à Erbil une exposition des œuvres du photographe Olivier Touron, également membre de *La Pluie d'Oiseaux*. Au-delà des journalistes et des artistes, l'Institut eut aussi l'occasion d'apporter un soutien à d'autres visiteurs, comme un chef d'entreprise français travaillant dans le domaine agricole dont l'un des objectifs était d'introduire au Kurdistan d'Irak de nouvelles cultures, tout en développant les liens avec sa région de France...

---

[14] - C'est ainsi que j'appris à Beyrouth les attentats du 11 septembre 2001. C'était la veille de mon rendez-vous avec les représentants de l'AUIF. À peine arrivé de Damas, j'étais en train de visiter la chambre de mon petit hôtel lorsque le jeune propriétaire entreprit de me montrer comment marchait le récepteur satellite de ma chambre. Le hasard voulut que j'assiste alors immédiatement au second impact sur le *World Trade Center*.

[15] - Système qui serait maintenant supprimé d'après mes informations...

[16] - La narration de cette résidence au Kurdistan d'Irak de la plasticienne Edith Henry est accessible sur Internet à l'adresse suivante : `http://www.lapluiedoiseaux.asso.fr/`.

La guerre et la chute du régime

Il devenait de plus en plus clair que les Etats-Unis allaient bientôt attaquer l'Irak. Dès octobre 2002, les agences des Nations-Unies commencèrent à prendre leurs dispositions pour plier progressivement bagage. Ainsi la plupart des opérations de formation linguistique que l'Institut avait engagées sur leur commande cessèrent. Il faut dire que l'IFL fut aussi très prudent et demanda des garanties pour en accepter de nouvelles, car nous craignions de nous retrouver en fin de stage avec un débiteur absent ! Certains paiements avaient en effet été dans le passé difficiles à obtenir en fin de session en raison de la bureaucratie de l'ONU.

Le 5 mars 2003, l'IFL finit par interrompre ses activités pour des raisons de sécurité. En effet, une concentration d'étudiants dans nos locaux risquait d'attirer des attentats, dont nous nous serions senti responsables. Ceux-ci n'avaient jamais entièrement cessé. Un restaurant-jardin où le coordinateur des cours d'anglais se rendait régulièrement avec sa femme et son enfant en bas âge avait ainsi été un an plus tôt victime d'une bombe. Le bazar d'Erbil, lieu traditionnel de grande concentration humaine, avait aussi été régulièrement touché par des attentats aveugles calculés pour tuer le plus de civils possible et rappeler ainsi aux Kurdes la précarité de leur situation.

La tension politique grandissante réactivait les peurs. Une fois les cours arrêtés, nous avons aussi décidé de venir au bureau à des heures aussi irrégulières que possible et de tenir le moins possible de réunions dans nos locaux. En tant qu'étrangers, nous pouvions aussi être visés, et mettions donc en danger les membres kurdes de l'équipe IFL... Le renforcement des mesures de sécurité, comme l'augmentation du nombre de gardes, était indispensable, mais en aucun cas suffisant. Et puis plus généralement, tout le monde au Kurdistan avait peur d'une attaque des troupes irakiennes utilisant des armes chimiques. Le souvenir de la ville martyre d'Halabja où en mars 1988 près de 5000 civils avaient trouvé la mort en quelques minutes était encore présent dans toutes les mémoires[17].

Erbil comptait un million et demi d'habitants, et les troupes irakiennes en étaient stationnées à distance d'artillerie... Personne ne connaissait à ce moment l'état réel de ces troupes, et le gouvernement avait menacé les Kurdes de représailles si le pays était attaqué. Même si nous pensions bien que le moral des soldats ne pouvait être très bon, nous nous disions qu'une initiative d'un commandant local décidé à emporter le plus possible de monde dans la mort n'était pas à exclure.

Nous organisâmes une réunion d'information sur les armes chimiques avec l'aide d'un médecin travaillant pour une ONG suédoise. Les documents qu'il nous remit avant de les commenter montraient clairement les limites de ces armes, mais n'en étaient pas moins effrayants. Contrairement à une croyance largement répandue parmi la population, les masques à gaz ne constituaient en aucun cas une protection efficace. Les « gaz » étaient en fait des aérosols, ils se déplaçaient au gré du vent et pouvaient certes être en quelques heures détruits par la pluie, mais une quantité microscopique sur la peau suffisait à causer la mort. Nous passâmes un temps raisonnable à étanchéifier nos fenêtres au mieux avec de la bande adhésive (je me réveillai quelques temps plus tard au milieu de la nuit, soudain saisi par l'idée que j'avais oublié de bloquer les conduits de climatisation – inutilisés – de mon immeuble, qui aboutissaient sur le toit !). A l'IFL, nous achetâmes quelques jerricans de 25 litres pour y mettre du « produit de décontamination », c'est-à-dire de l'eau chargée de quelques centimètres cubes d'eau de Javel... Il fallait s'en doucher en cas d'exposition.

Et, l'IFL une fois mis en sommeil, nous nous mîmes à attendre, Français comme Kurdes.

Les mêmes préparatifs se faisaient dans toute la ville, mais dans un demi-secret, car on craignait que trop les ébruiter ne soit pris par le régime comme la preuve que les Kurdes allaient en effet appuyer les Américains, provoquant ainsi l'attaque redoutée.

En parallèle, des centaines de journalistes de toutes nationalités avaient commencé à arriver au Kurdistan, dans l'attente des hostilités. Les premiers étaient venus pour la conférence de presse de l'opposition, qui se tenait à Salahaddine, à une demi-heure au nord d'Erbil. Mais beaucoup comptaient rester pour la guerre. Etrange sensation – le Kurdistan, quelques jours auparavant encore si isolé, semblait devenu le lieu où il fallait être. On nous demandait de l'aide : des interprètes, des logements... Les autorités étaient débordées par cette invasion. Le délégué Kurde à Paris avait systématiquement donné aux journalistes français qui le

[17] - Le souvenir du martyre de cette ville de 70 000 habitants était réactivé chaque année par une cérémonie anniversaire à laquelle chacun participait, debout silencieusement sur le pas de sa porte. Ce qui est peu connu hors du Kurdistan est que l'usage par l'armée irakienne de gaz toxiques contre sa propre population kurde ne fut pas limité à Halabja, mais toucha des dizaines de villages, avant et après mars 1988. Nous avions peur avec quelque raison...

contactaient avant de partir nos coordonnées à Erbil. Du coup, l'IFL assura une sorte de soutien logistique à une partie des journalistes francophones qui arrivaient, organisant l'hébergement de certaines équipes, leur trouvant parfois des interprètes et des chauffeurs. Cela n'alla pas sans tensions, car ces journalistes constituaient soudain une ressource financière que l'on s'arrachait, et l'IFL entrait en concurrence avec bien des gens... Autre source de tensions, une guerre était en préparation ; on ne pouvait filmer n'importe quoi... Mais l'Institut joua surement un rôle, modeste, dans la présence d'une voix de la presse française sur le terrain. Conséquence non négligeable pour les Kurdes d'Irak, leur Région, dont on ne parlait jamais aux nouvelles, devint soudainement le lieu d'où les envoyés spéciaux faisaient leurs reportages et leurs directs.

La date du début des hostilités avait été annoncée par les Américains, et la veille, la moitié d'Erbil était en route vers les montagnes. Le lendemain matin, on se saluait dans les rues aux mots de : « Bonjour, tu es resté ? ». Personnellement, je n'avais plus de nouvelles car plus d'électricité : la foudre était tombée sur le poteau de mon lotissement. Elle était déjà tombée deux jours plus tôt sur la ligne téléphonique de l'IFL, grillant tous les téléphones et le modem par lequel nous nous connections à Internet. Je réussis à regarder de temps en temps les nouvelles.

En fait, rien ne se passa à Erbil. Il n'y eut pas d'attaque... Un soir, avec un ami kurde venu me rendre visite, nous avons assisté, très haut dans un ciel totalement pur d'où le soleil allait bientôt disparaître, au départ de deux missiles américains tirés de dessous les ailes d'un bombardier géant. Deux petits nuages noirs apparurent sous l'avion, virant bientôt au rouge dans un silence total. Puis le son arriva. Une déflagration impressionnante. La nuit, nous étions réveillés par les vibrations de nos vitres, sans trop savoir s'il s'agissait de départs, d'impacts de missiles, où d'avions passant le mur du son. Mossoul et Kirkouk n'étaient pas loin, et des combats s'y déroulaient.

Je demeurai presque durant toute la guerre enfermé chez moi, dans une ambiance étrange où tout le monde semblait vivre au ralenti, marcher sur la pointe des pieds en quelque sorte. Beaucoup de magasins étaient fermés. Les bouteilles de gaz atteignaient des prix impossibles. Mais il ne se passait rien sur place. Les gens revenaient progressivement des montagnes, tout surpris de ce que, cette fois, le Kurdistan ne semblât être dans la ligne de mire de personne. Pour ces gens qui tous avaient perdu des membres de leur famille – parfois tous – ou des voisins au cours des décennies précédentes, c'était incroyable.

Et puis un matin j'entendis des tirs dans toute la ville. Je montai immédiatement sur le toit de mon immeuble, et accroupi derrière le parapet, scrutai les rues, tentant de comprendre de quelle direction venait l'attaque. Si une colonne irakienne était entrée en ville, je devais pouvoir repérer où se trouvaient les combats et... partir dans l'autre direction. Mais la ville demeurait impénétrable, impossible de rien conclure.

Je redescendis et tombai sur une voisine : « Baghdad » me dit-elle. Les forces de Baghdad étaient-elles en train d'attaquer ? Visiblement, elle savait que j'étais étranger, mais pas que je parlais kurde. Je lui demandai en mauvais sorani (j'étais assez excité) si nous étions attaqués. Elle sourit et fit non de la tête. Je compris soudain : Baghdad était tombée aux mains des Américains et les tirs que j'entendais étaient des tirs en l'air, pour fêter l'événement !! Rétrospectivement, ce n'avait pas été une bien bonne idée de monter sur le toit... C'est typiquement l'endroit où on peut se faire blesser dans ce genre de circonstances.

Une fois les tirs d'allégresse calmés, j'allai au bazar, pour me retrouver très vite au milieu d'une véritable foule qui dansait sa joie autour de la citadelle et sur ses contreforts dominant les rues marchandes. Le pire ennemi des Kurdes d'Irak était vaincu, après 35 ans d'oppression. On ne savait pas ce que réservait l'avenir, mais pour l'instant, tout le monde s'embrassait. Les questions viendraient après. Moi aussi, j'avais l'impression d'avoir bu.

La reprise des activités

L'IFL rouvrit le 15 mai – par un de ces hasards impossible à croire, c'était précisément la date de réouverture probable que nous avions indiquée lorsque nous avions fermé ! (De là à faire croire que nous disposions d'informations spéciales...) La session suivante fut la session d'été, de juillet à septembre. Jamais il n'y avait eu autant d'étudiants, près de deux-cent-quarante !! C'étaient surtout des étudiants en anglais, puisqu'il y avait plus de vingt classes de cette langue et seulement cinq ou six en français... Il faut ajouter à ces chiffres les classes d'anglais pour lycéens et lycéennes (cours séparés pour garçons et filles), qui comptèrent environ 70 inscrits. Les parents furent prévenus très clairement au cours de la réunion de pré-session organisée dans le hall central de l'IFL que ces classes elles-aussi suivraient l'optique "pratique" de l'Institut et qu'il ne s'agirait en aucun cas de "bachotage" pour les examens.

Une autre activité de l'IFL qui avait progressivement pris de l'ampleur était l'organisation de tests de niveaux. Ceux-ci reçurent plus de 200 candidats avant la session d'été. Ce qui nous surprit beaucoup au départ fut que de nombreuses personnes ne venaient *que* aux tests de niveau, sans jamais s'inscrire aux cours eux-mêmes... Mais parfois, une personne ayant passé un test de niveau réapparaissait six mois ou un an après pour s'inscrire.

L'IFL servit aussi de point focal à la mission d'évaluation de la situation que France-Libertés organisa au Kurdistan d'Irak après la chute du régime de Saddam Hussein. Le chargé de mission demeura sur place un mois, hébergé par l'IFL, utilisant ses bureaux et travaillant avec un chauffeur et interprète ami et ancien étudiant de l'Institut. Une mission de prise de contact avec l'ambassade de France à Baghdad fut aussi organisée – elle fut plutôt mouvementée puisque notre véhicule fut attaqué et volé sur la route au retour, sans dommages corporels heureusement.

Suite à cette mission, la Fondation déposa auprès de l'agence d'urgence ECHO de l'Union Européenne un projet d'aide à la réinstallation de personnes déplacées. ECHO retarda plusieurs fois la date d'échéance de sa décision et finit par refuser le projet (comme elle refusa quasiment tous les projets déposés par des ONG européennes pour le Kurdistan).

Un second projet, financé sur les fonds propres de la Fondation Danielle Mitterrand, put quant à lui voir le jour, en collaboration avec l'ONG suédoise Qandil, qui effectua les travaux. Il s'agissait de construire une station de pompage et un système d'adduction pour alimenter en eau courante un bourg dont les anciens habitants avaient été expulsés en 1991 par l'armée irakienne, et où ils commençaient à se réinstaller. Qandil fora deux puits, installa une ligne électrique pour alimenter les pompes et un pipe-line de plusieurs kilomètres. Les travaux furent terminés en juin 2004, et j'allai comme représentant de France-Libertés inaugurer la station de pompage en commun avec la responsable de Qandil.

En conclusion ?

La conclusion de ce texte ne peut être que provisoire : l'histoire de l'Institut Français des Langues (je l'espère) n'est pas terminée. Comme j'écris ces lignes, le travail s'y poursuit, au milieu des difficultés que l'on peut deviner.

Il me semble qu'il faut s'arrêter un instant sur l'extrême originalité de cette expérience : une équipe binationale (franco-irakienne, ou devrait-on dire franco-kurde ?), travaillant sans véritable soutien des autorités françaises, a pu créer et faire fonctionner durant maintenant près de trois ans un institut qui s'est acquis rapidement une réputation de sérieux. Avec des moyens somme toute modestes, l'IFL a pu contribuer de manière non négligeable à répondre à un besoin réel de la société locale dans un domaine éducatif important, celui des langues étrangères.

Ayant eu – avant et après mon travail à l'IFL – l'occasion de visiter ou de collaborer à diverses institutions aux objectifs semblables (et souvent dotées de moyens sans commune mesure avec les nôtres), je crois pouvoir affirmer que le sérieux et la qualité pédagogique du travail de l'IFL lui permettent de prendre place parmi elles sans aucune honte. Il ne suffisait pas de placer une télévision dans une classe avec l'enseignant et de limiter la taille du groupe à quinze étudiants pour leur faire apprendre les langues "magiquement". Le travail de fond que ces avancées matérielles, réelles, "évidentes", ne doivent pas masquer est celui accompli durant ces deux ans dans *notre effort incessant, quotidien, de formation des enseignants*. Le fait que cet Institut "Français" ait choisi d'enseigner aussi la langue de Shakespeare lui a permis d'avoir un impact sur le groupe de professeurs de langue étrangère le plus important numériquement de la Région du Kurdistan d'Irak. La plupart des professeurs travaillant à l'IFL venaient de l'université ou d'établissements secondaires, publics ou privés. Il faut espérer qu'ils pourront réinvestir leur expérience dans ces différents cadres de travail.

L'IFL a pu fonctionner jusqu'à présent essentiellement grâce au soutien financier de deux partenaires : le gouvernement kurde d'Erbil et la Fondation Danielle Mitterrand (France-Libertés). Les liens avec les services culturels français commencent maintenant à se développer. Il faut souhaiter qu'au moins pour l'enseignement du français et les activités culturelles visant à développer les liens entre la France et cette région d'Irak, l'IFL puisse obtenir une aide régulière de ces services. Cette expérience doit perdurer. Et elle ne peut le faire que si les soutiens ne lui manquent pas. Ce qu'elle "rapporte" ne peut être compté en termes monétaires. En ces termes, l'IFL n'est pas "rentable" – pas plus rentable qu'une école ou une université ne rapporte d'argent. L'impact d'une institution éducative comme celle-ci ne peut être jugé au bout de deux ans seulement. Cependant, ce sont des milliers d'heures de formation linguistique qui ont déjà été dispensés à

des centaines d'étudiants kurdes, dont certains ont pu en faire usage à haut niveau de responsabilité.

Au-delà de la réponse qu'il a tenté d'apporter à des besoins de formation linguistique tout à fait concrets, l'IFL exprime aussi l'existence d'un *espoir* de la part de la Région du Kurdistan. Celui d'être enfin reconnue, acceptée comme entité de plein droit par le pays partenaire. Autrement, on aurait du mal à imaginer que des autorités politiques de quelque lieu que ce soit puissent accepter de subventionner une institution portant sur leur propre territoire le nom d'un autre pays. C'est pourtant ce que les autorités Kurdes ont fait durant deux ans, en permettant à un Institut *Français* des Langues de vivre à Erbil, et ce sans que, durant cette même période, les services culturels français ne donnent de soutien à cette institution...

Il me semble qu'au-delà toutes les raisons - voire les calculs – politiques que l'on peut imaginer derrière ce fait, le message est en lui-même admirable. Souhaitons qu'il soit entendu et qu'une véritable coopération puisse s'instaurer. Souhaitons que l'Institut Français des Langues puisse définitivement trouver sa place au Kurdistan d'Irak, quel que soit le statut que cette Région doive finalement obtenir dans le pays.

Gérard Gautier

Kaohsiung, novembre 2004